

Par cette motion, les membres du Céditec – Centre d'étude des discours, images, textes, écrits, communication (EA 3119) de l'Université Paris-Est Créteil (UPEC) expriment leurs très vives inquiétudes face aux orientations définies dans les rapports préliminaires au projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) qui sera discuté au Parlement à partir de février prochain. Après d'autres réformes, la LPPR, telle qu'elle est préfigurée, achèverait, si elle était votée, de compromettre l'existence d'un service public égalitaire de l'enseignement supérieur et de la recherche, et porterait atteinte à l'exercice de nos missions.

Promouvoir les recrutements contractuels et autres « tenure tracks » au détriment des postes statutaires, faire disparaître la référence aux heures de travail dans la définition des services, encourager presque exclusivement le financement sur projets au détriment des crédits récurrents, valoriser des pôles ou des chercheur·e·s « d'excellence » au détriment de leurs collègues, c'est s'engager de manière irréversible dans un processus à plusieurs visages : mise en concurrence de tou·te·s et concentration des ressources, gestion managériale des carrières et des formations, précarisation des enseignant·e·s-chercheur·e·s et en particulier des plus jeunes, aggravation des conditions de travail des personnels administratifs et techniques, différenciation des carrières et des établissements, des personnels et des publics étudiants, privatisation croissante de l'enseignement et de l'orientation, comme du financement de la recherche...

Membres d'un laboratoire spécialisé en analyse du discours, nous dénonçons les fondements idéologiques du discours gouvernemental et rappelons son articulation au contexte politique. Car cette attaque décisive contre l'université et contre les principes d'égalité, de liberté et de mise en commun des savoirs qui la sous-tendent prend sens dans le contexte plus large des politiques néolibérales, qui œuvrent en ce moment même à la réforme des retraites, à celles de l'école, ou encore à la destruction continue du service public dans le domaine de la santé, de la justice et de la culture. Les travaux de recherche abondent désormais sur ces sujets, les témoignages sur leurs conséquences aussi.

Ces « réformes » sont conçues sans véritable concertation ni dialogue ; elles sont imposées brutalement et sans égards à une communauté qui n'est pas reconnue comme l'interlocutrice des pouvoirs publics, alors même qu'elle est composée en majorité d'agent·e·s de l'État. Nous nous élevons contre cette imposition autoritaire des volontés du pouvoir, qui rejoint la répression croissante du droit d'informer et de manifester, limitations ostensibles au droit d'expression. Et nous nous inquiétons des formes de déni qui accompagnent cette brutalité, ainsi que des antiphrases, des brouillages ou des mensonges qui accompagnent ces projets.

Nous appelons l'ensemble des structures d'enseignement et de recherche de l'UPEC et des autres universités à soutenir par tout moyen les actions des mobilisations en cours, mais aussi à se saisir de leurs outils scientifiques respectifs pour analyser et dénoncer ces attaques contre le service public, l'État social et le fonctionnement démocratique des institutions.

Motion adoptée en AG extraordinaire du laboratoire, le 31 janvier 2020

Par 18 voix pour et 1 abstention